

LES RALLIEMENTS DE L'EMPIRE À LA FRANCE LIBRE

L'Afrique en jeu



MINISTÈRE
DE
LA DÉFENSE

Secrétariat général
pour l'administration

DIRECTION
DE LA MÉMOIRE,
DU PATRIMOINE
ET DES ARCHIVES

À la suite de l'appel du général de Gaulle, le 18 juin 1940, les volontaires désireux de rallier l'Angleterre et la France Libre commencent à affluer, mais l'attaque de la flotte française par les Britanniques à Mers el-Kébir, action menée de crainte que les navires ne tombent aux mains des Allemands, porte un coup sérieux au recrutement. La France Libre ne représente début juillet qu'une poignée d'hommes exilés, tributaires du soutien britannique.

Les enjeux du ralliement des territoires de l'Empire à celle-ci sont multiples. Pour avoir quelque poids et trouver sa place aux côtés des Alliés, la France Libre doit avoir une assise territoriale. Si la France métropolitaine est pour l'heure sous la botte de l'occupant, elle dispose cependant de vastes territoires outre-mer. Stratégiquement, ils peuvent servir de bases aux Alliés dans la poursuite de la guerre.

En dépit d'élan prometteurs, les ralliements ne suivent cependant pas. Les responsables des territoires de l'Empire restent fidèles à Vichy et ne donnent pas suite à leur souhait premier de continuer la lutte. Rares sont en fait les territoires d'outre-mer qui rallient spontanément la France Libre dès 1940. Hormis quelques exceptions, ce n'est pas de l'intérieur mais par une action extérieure décisive qu'ils se trouveront entraînés aux côtés de la France Libre.

Dans le Pacifique, les Nouvelles-Hébrides, condominium franco-britannique, ouvrent la voie. Elles sont suivies par Tahiti, les Établissements français d'Océanie, les cinq comptoirs des Indes (Pondichéry, Mahé, Karikal, Chandernagor et Yanaon) et enfin la Nouvelle-Calédonie. Leur intérêt stratégique se révélera lors de l'attaque japonaise sur Pearl Harbor l'année suivante.

Les enjeux en Afrique revêtent pour l'heure une toute autre importance. Par son potentiel humain et sa situation géographique, l'Afrique peut être la base d'une reconquête de la France et de l'Europe. Alors que le général de Gaulle pense, dans un premier temps, concentrer tous ses efforts sur Dakar et l'Afrique occidentale, le ralliement du Tchad, sous l'influence de Félix Éboué, son gouverneur, et du colonel Marchand, son chef militaire, le fait revenir sur ses premières intentions. Les conséquences de ce ralliement sont loin d'être négligeables. Le

Tchad bénéficiant d'une longue frontière commune avec la Libye italienne, les Forces françaises libres se trouvent en contact direct avec l'ennemi et proches de leurs alliés britanniques stationnés en Égypte. C'est donc en Afrique équatoriale que l'action est portée, d'autant plus que des messages et des télégrammes laissent penser que la France Libre a partout la faveur. Cet élan est toutefois en butte aux pressions de Vichy. Il faut donc faire vite. Le général de Gaulle dépêche Leclerc et Boislambert au Cameroun dont ils entraînent le ralliement grâce au soutien de groupes favorables à la France Libre. Dans une action quasi simultanée, le colonel de Larminat obtient le ralliement du Moyen-Congo malgré la résistance du général Husson, commandant les troupes et gouverneur général, tandis que l'Oubangui-Chari, entraîné par le gouverneur de Saint-Mart, suit. En Afrique équatoriale, seul le Gabon, demeuré fidèle à Vichy, ne peut être enlevé.

Afin de donner une plus large assise politique, territoriale et financière à la France Libre, il convient maintenant de passer à l'étape suivante : le ralliement de l'Afrique occidentale française. L'échec de l'entreprise menée au Gabon ayant fait

Félix Éboué et le gouverneur de Nouvelle-Calédonie et des Nouvelles-Hébrides, Henri Sautot.



s'évanouir l'espoir d'une réaction en chaîne en AOF, le plan d'action retenu est une opération conjuguée franco-britannique sur Dakar. N'ayant pu obtenir par des voies pacifiques le ralliement du gouverneur général Boisson, les gaullistes tentent, vainement, un débarquement dans la baie de Rufisque. Les Britanniques décident alors d'engager leurs propres forces mais ne parviennent pas à briser la résistance des forces vichystes. L'opération est un échec. Il faut abandonner l'espoir d'un ralliement complet et rapide de l'Empire.

En cet automne 1940, le général de Gaulle va reporter toute son attention vers le Gabon. Enclavé au sein de l'Afrique équatoriale française, celui-ci peut en effet représenter une menace, ou du moins une gêne, pour les Alliés. Des offensives simultanées sont menées contre Libreville et Port-Gentil. Les troupes gaullistes rencontrent une vive résistance. Leur progression est lente et difficile. Ce n'est qu'au terme de violents combats que le Gabon est finalement conquis.

En dépit de l'échec de Dakar, le général de Gaulle se trouve désormais à la tête de territoires à administrer. Alors même que se joue le sort du Gabon, il crée, de Brazzaville, terre française, un Conseil de défense de l'Empire, constituant ainsi le premier organe de gouvernement de la France Libre. Son rôle est "...[d'exercer], dans tous les domaines, la conduite générale de la guerre en vue de la libération de la patrie et de [traiter] avec les puissances étrangères des questions relatives à la défense des possessions françaises et des intérêts français..." La France Libre dispose dorénavant d'un appareil politique lui assurant un début de représentativité. Après sa victoire au Gabon, elle contrôle toute l'AEF. Le général de Gaulle peut dès lors finaliser son organisation militaire et administrative. Il procède à une redistribution des responsabilités et nomme les nouveaux gouverneurs des territoires ralliés. Le général de Larminat devient haut-commissaire des territoires africains de la France Libre, Félix Éboué gouverneur général de l'Afrique équatoriale, Pierre-Olivier Lapie gouverneur du Tchad, le lieutenant-colonel Parant gouverneur du Gabon. Pierre Cournarie est nommé gouverneur du Cameroun tandis que le colonel Leclerc prend le commandement des troupes du Tchad. Pierre de Saint-Mart reste gouverneur de l'Oubangui-Chari.

L'Afrique équatoriale française et le Cameroun en décembre 1940.



L'opération "Menace" :

Le général de Gaulle souhaite élargir l'assise politique et territoriale de la France Libre en ralliant l'AOF et Dakar, port important qui serait pour les Britanniques un atout majeur dans la bataille de l'Atlantique. Les Alliés décident donc conjointement de monter l'opération "Menace".

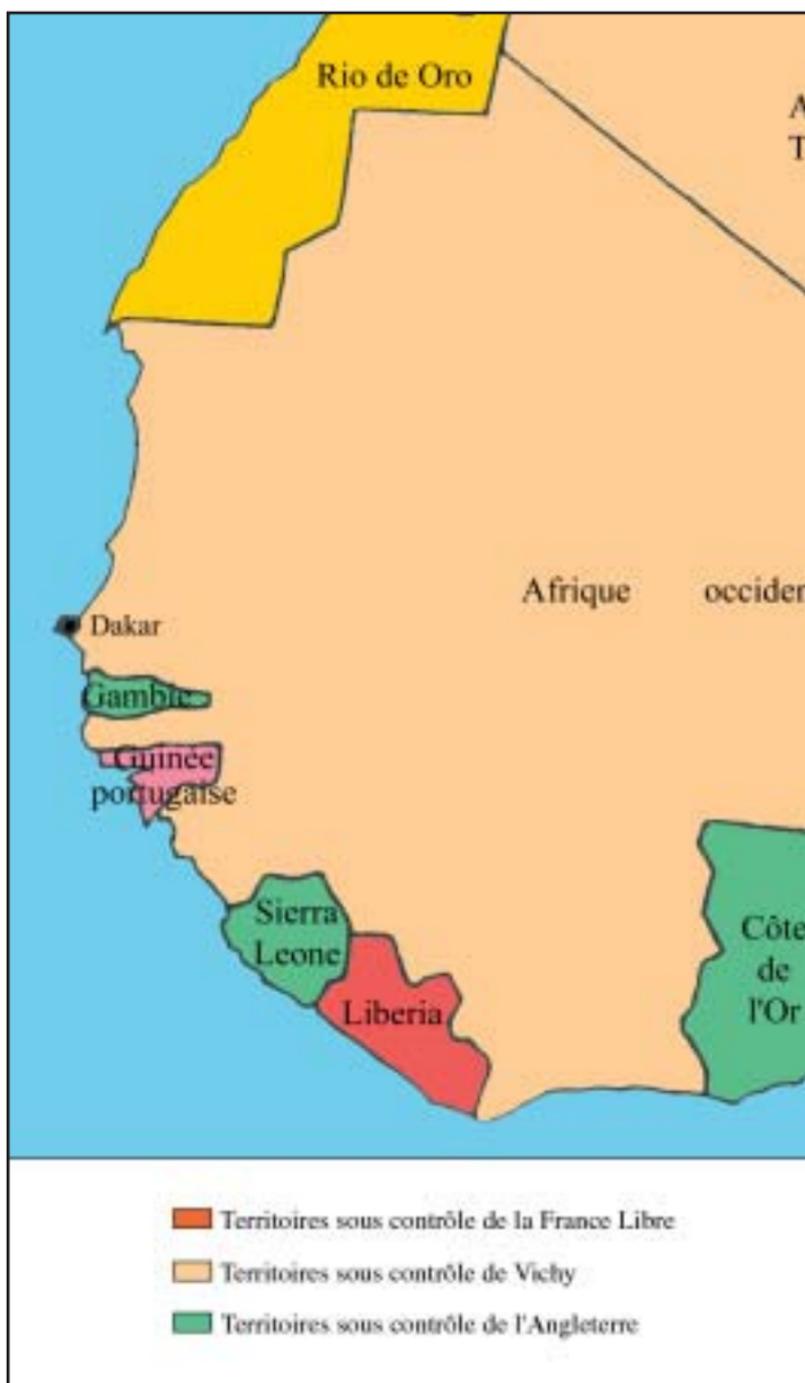
Commandée par l'amiral sir John Cunningham, la force "M" appareille de Liverpool, le 31 août 1940, et arrive à Dakar le 23 septembre 1940. Elle se compose, pour les Britanniques, de près de 4 500 hommes, de deux cuirassés, le *Resolution* et le *Barham*, du porte-avions *Ark Royal*, de quatre croiseurs et de dix destroyers, pour les Français libres, de 2 400 hommes embarqués sur deux paquebots hollandais, le *Westernland* et le *Pennland*, et de trois avisos, le *Savorgnan-de-Brazza*, le *Commandant-Dominé* et le *Commandant-Duboc*.

Dans le même temps, pour confirmer son autorité sur le Gabon et tenter de reconquérir l'AEF, le gouvernement de Vichy fait appareiller de Toulon, le 9 septembre, les trois croiseurs légers de la force "Y", placée sous les ordres du contre-amiral Bourragué. Profitant d'hésitations britanniques, celui-ci réussit à franchir le détroit de Gibraltar mais, peu avant Libreville, rencontre deux croiseurs britanniques et préfère rallier Dakar, venant ainsi renforcer la défense du port.

Avant d'engager une épreuve de force, le général de Gaulle envoie trois délégations, parmi lesquelles celle dirigée par le capitaine de frégate Thierry d'Argenlieu, pour obtenir le ralliement de la ville sans effusion de sang. Ces démarches échouent : les émissaires sont repoussés par les armes, Thierry d'Argenlieu est blessé lors de cette tentative. Le combat s'engage immédiatement ; le 23 dans l'après-midi, les Français libres tentent, vainement, de débarquer sur la plage de Rufisque ; le lendemain, les Britanniques essaient à leur tour d'enlever Dakar, sans plus de succès... Le 25, après une dernière tentative au cours de laquelle le cuirassé *Resolution* est gravement endommagé, l'amiral Cunningham ordonne le repli. L'opération est un échec total.

- 17 juin 1940 Demande française d'armistice ; départ du général de Gaulle pour Londres.
- 18 juin 1940 Appel du général de Gaulle à poursuivre la lutte.
- 22 juin 1940 Signature de l'armistice franco-allemand à Rethondes.
- 24 juin 1940 Signature de l'armistice franco-italien à Rome.
- 25 juin 1940 Création par le gouvernement français d'un haut-commissariat à l'Afrique française.
- 28 juin 1940 Reconnaissance du général de Gaulle comme chef des Français libres par la Grande-Bretagne.
- 2 juillet 1940 Installation du gouvernement français à Vichy.
- 3 juillet 1940 Attaque de la flotte française par les Britanniques à Mers el-Kébir.
- 8 juillet 1940 Torpillage du *Richelieu* par les Anglais en rade de Dakar.
- 11 juillet 1940 Promulgation par le maréchal Pétain de l'État français.
- 12 juillet 1940 Début du ministère Pétain-Laval.
- 18 juillet 1940 Ralliement des Nouvelles-Hébrides à la France Libre.**
- 2 août 1940 Condamnation à mort par contumace du général de Gaulle.
- 7 août 1940 Accord Churchill-de Gaulle fixant les bases de la France Libre.
- 8 août-5 oct. 1940 Bataille d'Angleterre.
- 26 août 1940 Ralliement du Tchad à la France Libre.**
- 27 août 1940 Ralliement du Cameroun à la France Libre.**
- 29 août 1940 Ralliement du Moyen-Congo à la France Libre.**
- 30 août 1940 Ralliement de l'Oubangui-Chari à la France Libre.**
- 31 août 1940 Ralliement de Tahiti à la France Libre.**
- 2 septembre 1940 Ralliement des Établissements français d'Océanie à la France Libre.**
- 7 septembre 1940 Weygand délégué général du gouvernement de Vichy pour l'Afrique française.
- 9 septembre 1940 Ralliement des Établissements français de l'Inde à la France Libre.**
- 23/25 sept. 1940 Échec, devant Dakar, de la tentative anglo-gaulliste de ralliement de l'AOF à la France Libre (opération "Menace").**
- 24 septembre 1940 Ralliement de la Nouvelle-Calédonie à la France Libre.**
- 27 septembre 1940 Signature du pacte tripartite entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon.
- 27 octobre 1940 Création à Brazzaville par le général de Gaulle du "Conseil de défense de l'Empire".**
- 27 oct./12 nov. 1940 Occupation du Gabon par les Forces françaises libres.**
- 12 novembre 1940 Nomination par le général de Gaulle de Félix Éboué comme gouverneur général de l'AEF.**
- 22 novembre 1940 Leclerc commandant des troupes du Tchad.**
- 24 décembre 1940 Reconnaissance du "Conseil de défense de l'Empire" par la Grande-Bretagne.**

L'Afrique occidentale française en décembre 1940.





 Territoire sous contrôle de l'Italie

 Territoire sous contrôle de l'Espagne

Le ralliement du Gabon :

Enclavé au sein de l'AEF, le Gabon peut représenter un danger pour les Alliés. Il convient donc de le rallier avant que des renforts ne parviennent au général Têtu, envoyé sur place par Vichy, qui dispose déjà, pour assurer la sécurité du territoire, de quelques compagnies de tirailleurs, de bombardiers Glenn Martin et de bâtiments de guerre dont l'avisos *Bougainville* et le sous-marin *Poncelet*.

L'opération débute le 27 octobre 1940 : deux colonnes, Parant et Dio, venues du Moyen-Congo et du Cameroun, notamment composées de tirailleurs et disposant de chars H-39 ramenés de Norvège et débarqués à Douala, marchent vers Libreville et Port-Gentil ; Lambaréné tombe le 5 novembre 1940 mais la progression des deux colonnes en forêt vierge est lente et difficile. Pressé d'en finir, Leclerc organise un débarquement : venus de Casamance, les légionnaires ralliés à la France Libre en juillet 1940 débarquent dans la mangrove aux environs de Libreville, dans la nuit du 8 au 9 novembre 1940 ; appuyés par quelques avions Lysander, ils enlèvent l'aéroport puis la ville ; dans le même temps, au large, le *Savorgnan-de-Brazza*, commandé par Thierry d'Argenlieu, neutralise le *Bougainville* ; Port-Gentil baisse les armes dans les jours qui suivent.

Dans la forêt de Douala, chars H-39 en route vers le Gabon, octobre 1940..



Georges Thierry d'Argenlieu (Brest 1889 – Carmel du Relecq-Kerhuon 1964) :

Georges Thierry d'Argenlieu sort de l'école navale en 1908 et sert d'abord au Maroc puis, durant la guerre 1914-1918, en Méditerranée, avant d'intégrer l'ordre du Carmel en 1920.

Réserviste, il est mobilisé en 1939 et affecté à l'état-major de Cherbourg avant d'être promu capitaine de corvette. Fait prisonnier le 19 juin 1940, il s'évade le 22 pour rejoindre le général de Gaulle qui le nomme chef d'état-major des Forces navales françaises libres. Le capitaine de frégate Thierry d'Argenlieu participe aux opérations de ralliement en Afrique de l'automne 1940. Rappelé à Londres, il est nommé, en juillet 1941, haut-commissaire de France pour le Pacifique où il préside notamment, en 1942, au ralliement de Wallis et Futuna. Après avoir participé à la conférence de Casablanca, il est nommé, le 19 juillet 1943, commandant des Forces navales en Grande-Bretagne. Le 14 juin 1944, à bord de la *Combattante*, il conduit le général de Gaulle en France et l'accompagne jusqu'à Paris où ils entrent le 25 août 1944.

Nommé vice-amiral en décembre 1944, Thierry d'Argenlieu, de la fin de la Seconde Guerre mondiale à 1947, se voit confier de très hautes fonctions dont celle, entre août 1945 et mars 1947, de haut-commissaire de France et commandant en chef pour l'Indochine, avant de rejoindre l'ordre du Carmel.

Le révérend père Louis de la Trinité, amiral Thierry d'Argenlieu, était Grand-Croix de la Légion d'honneur et Compagnon de la Libération. Il était notamment titulaire de la Médaille militaire, de la Croix de guerre 1939-1945 avec trois palmes, de la Croix de guerre des théâtres d'opérations extérieures avec palme et de la Médaille de la résistance avec rosette.



Affiche éditée par la Ligue française anti-britannique raillant l'échec franco-britannique devant Dakar, 1940.

La riposte par l'image :

La possession de territoires outre-mer est aussi importante pour l'État français que pour la France Libre et c'est sur l'Empire que se focalise le conflit de légitimité Pétain-de Gaulle.

Avec l'Empire, le gouvernement de Vichy entend préserver l'intégrité nationale tout autant que conserver une certaine marge de manœuvre à l'égard de l'Allemagne ou disposer d'un moyen de négociation avec elle, concernant l'assouplissement de la ligne de démarcation ou l'amélioration des conditions économiques imposées aux Français. Jusqu'en 1942, les Allemands se servent de leur côté de l'Empire comme moyen de pression sur le gouvernement français, lequel est régulièrement incité à intervenir dans le cours de la guerre outre-mer. La reconquête des territoires ralliés à la France Libre est donc un sujet de préoccupation constant pour Vichy. Cet attachement ne cesse de croître durant toute la guerre alors même que l'État français perd progressivement son emprise sur l'Empire.

Tout en résistant aux tentatives de ralliement de la France Libre, il mène donc une importante campagne de propagande contre les Alliés. Les actualités cinématographiques ne cessent d'exalter la solidarité des territoires d'outre-mer à l'égard de la métropole tandis que dessins satiriques et affiches tendent à ruiner l'image du premier ministre britannique et du chef des Français libres. Afin de minimiser leur importance et leur retirer toute crédibilité, ils sont ridiculisés et leurs actes souvent traités sur le ton de la plaisanterie. Le général de Gaulle est ainsi représenté comme une marionnette entre les mains de Churchill qui n'apparaît lui-même que comme un instrument des "Juifs capitalistes". Les sentiments anti-britanniques sont exacerbés. La "perfide Albion", dont on ne saurait rien attendre de bon (voyez Mers el-Kébir), est l'ennemi héréditaire de la France et se sert des anti-Français prétendument libres pour évincer sa traditionnelle rivale. Les revers des Alliés et de la France Libre sont alors systématiquement exploités et l'image de De Gaulle rabaisée afin de démontrer la faiblesse et l'isolement de la France Libre.

Ministère de la défense
Secrétariat général pour l'administration
Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives
14, rue Saint-Dominique
00450 ARMÉES

Couverture : Les possessions françaises en Afrique fin 1940 – Dessin DMPA.